



Emeric d'Hubert

Commissaire aux comptes

**ASSOCIATION
CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES
FEMMES ET DE FAMILLES DE LA HAUTE
GARONNE**

Association loi 1901

95 grand rue Saint Michel

31400 TOULOUSE

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Assemblée générale d'approbation des comptes

de l'exercice clos le 31/12/2023

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres de l'association,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DE FAMILLES DE LA HAUTE GARONNE relatifs à l'exercice de 12 mois clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui,

selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note « Créances » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatifs à l'approche retenue par votre société pour la valorisation des créances. Dans le cadre de nos travaux, nous nous sommes notamment assurés de la correcte évaluation des créances ainsi du caractère nécessaire et suffisant des provisions pour dépréciations constatées à la clôture de l'exercice. Nous nous sommes également assurés de la correcte reconnaissance des subventions de l'exercice et de l'évaluation du montant de la subvention à recevoir provisionnée au bilan.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Présidente.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

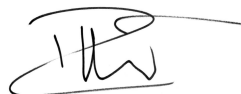
- Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport en fait partie intégrante.

Fait à TOULOUSE, le 2 avril 2024

La SAS Cosignus représenté par

Emeric D'HUBERT Commissaire aux comptes

Signé électroniquement le 03/04/2024 par
Emeric D' Hubert



ANNEXE

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan Actif

État exprimé en €

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023			Du 01/01/2022 Au 31/12/2022
		Brut	Amortis. Provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations Incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	298,80	298,80		
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Immobilisations Corporelles				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques,mat et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	43 337,06	34 420,51	8 916,55	10 640,25
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Biens reçus par legs ou donations dest. à être cédés				
	Immobilisations Financières				
	Participations et Créances rattachées				
	Autres titres immobilisés	137,25		137,25	137,25
	Prêts				
	Autres				
TOTAL (I)		43 773,11	34 719,31	9 053,80	10 777,50
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours				
	Stocks et en-cours				
	Créances				
	Créances clt., adhér., usagers et cpt. rattachés	4 165,00		4 165,00	3 298,00
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	107 924,99		107 924,99	108 446,38
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	185 982,76		185 982,76	165 566,62
	Charges constatées d'avance	4 935,69		4 935,69	4 841,63
TOTAL (II)		303 008,44		303 008,44	282 152,63
COMPTES RÉGUL.	Frais d'émission des emprunts (III)				
	Primes de remboursement des emprunts (IV)				
	Écarts de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V)	346 781,55	34 719,31	312 062,24	292 930,13

Bilan Passif

État exprimé en €

Du 01/01/2023 Au 31/12/2023	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022
--------------------------------	--------------------------------

Fonds Propres	Fonds propres		
	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	52 592,58	52 592,58
	Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds Propres	Fonds statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	60 950,55	60 950,55
	Autres		
	Report à nouveau	48 648,15	44 198,74
	Excédent ou déficit de l'exercice	3 443,52	4 449,41
	Situation nette (sous total)	165 634,80	162 191,28
Fonds Propres	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		376,28
	Provisions réglementées		
TOTAL (I)		165 634,80	162 567,56
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
TOTAL (II)			
Provisions	Provisions pour risques		3 316,79
	Provisions pour charges	2 480,00	4 505,00
	TOTAL (III)	2 480,00	7 821,79
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières diverses		
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	19 660,25	16 518,34
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	94 781,80	82 563,79
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	1 873,07	559,65
Dettes	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	27 632,32	22 899,00
TOTAL (IV)		143 947,44	122 540,78
	Écarts de conversion passif (V)		
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)		312 062,24	292 930,13

Compte de résultat - Produits

État exprimé en €

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022
Produits d'exploitation	Cotisations	60,00	80,00
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	335 467,29	254 261,18
	dont parrainages		
	Production stockée		
	Production immobilisée		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	328 199,13	305 866,45
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	723,00	1 213,00
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contribution financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	20 671,50	62 380,53
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	3,65	2,05
	TOTAL (I)	685 124,57	623 803,21
Produits financiers	Participations		
	Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	1 388,05	320,00
	Reprises sur provisions et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions valeurs mobilières de placement		
	TOTAL (II)	1 388,05	320,00
Produits excep.	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		1 493,89
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	376,28	566,27
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL (III)	376,28	2 060,16
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III)		686 888,90	626 183,37
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT		0,00	0,00
TOTAL GENERAL		686 888,90	626 183,37

Compte de résultat - Charges

État exprimé en €

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	84 473,17	64 511,77
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	18 108,64	18 622,01
	Salaires et traitements	451 209,97	397 485,01
	Charges sociales	124 794,01	128 439,24
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 710,90	4 475,46
	Dotations aux provisions		1 227,00
	Report en fonds dédiés		
	Autres charges	5,83	36,62
TOTAL (I)		682 302,52	614 797,11
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements		
TOTAL (II)		0,00	0,00
Ch. exceptionnelles	Sur opérations de gestion	1 142,86	3 606,52
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		3 330,33
	TOTAL (III)	1 142,86	6 936,85
Participation des salariés aux résultats (IV)			
Impôts sur les bénéfices (V)			
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V)		683 445,38	621 733,96
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT		3 443,52	4 449,41
TOTAL GENERAL		686 888,90	626 183,37

Évaluation des contributions volontaires en nature

État exprimé en €

Du 01/01/2023 Au 31/12/2023	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022
--------------------------------	--------------------------------

Ressources	Contribution volontaires en nature		
	Dons en nature		
	Prestations en nature	21 614,00	20 883,00
	Bénévolat		
	Total des ressources	21 614,00	20 883,00
Emplois	Charges des contributions volontaires en nature		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens	21 614,00	20 883,00
	Prestations en nature		
	Personnel bénévole		
	Total des emplois	21 614,00	20 883,00

1°) Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre

Description de l'objet social

L'Association CIDFF de la Haute-Garonne a pour objet principal de mettre à disposition des femmes et des familles, dans des permanences juridiques prévues à cet effet, toutes informations à caractère juridique, familial, social, professionnel, économique, éducatif et de santé, tendant à promouvoir les droits des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes ainsi qu'à lutter contre les violences et les préjugés sexistes.

Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Afin d'informer les femmes et les familles sur leurs droits dans une approche globale, de favoriser l'autonomie des femmes, de faire évoluer leur place dans la société et de contribuer à développer l'égalité entre les femmes et les hommes, l'association respecte les principes, de gratuité, de confidentialité des entretiens. Elle témoigne d'une neutralité sur les plans politique et confessionnel. L'association respecte le principe de laïcité.

L'association a également pour objet :

- de favoriser l'accès aux droits du public en général et des femmes en particulier par l'accueil, l'écoute, l'information gratuite,
- de favoriser la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes par ses actions de terrain, notamment au sein de dispositifs spécifiques et de contrats territoriaux ainsi que ceux liés à la politique de la ville, à l'accès au droit et à l'accès à l'emploi et de sensibiliser les jeunes au respect et à l'égalité entre les femmes et les hommes,
- de proposer une aide et un accompagnement aux personnes en situation de prostitution, aux victimes de traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle, aux femmes victimes de violences quel que soit leur âge, que ce soit dans l'espace public, professionnel ou familial,
- de diffuser toute information, par tout support adapté, concernant ses champs de compétences, tels qu'arrêtés par la charte des CIDFF et le conseil d'administration de l'association,
- de porter à la connaissance de la FNCIDFF, les problèmes spécifiques exprimés par les femmes reçues par le CIDFF, ainsi que toutes les propositions que l'association juge utiles permettant de faire évoluer la réflexion, les politiques et les dispositifs en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Description des moyens mis en œuvre

L'association est administrée par une Assemblée Générale, un Conseil d'Administration et un Bureau dont les compétences et le fonctionnement sont définis statutairement.

Les ressources financières de l'Association comprennent notamment :

- . des cotisations et contributions de toutes natures versées par les membres de l'Association,
- . des produits de prestations et services liés à son activité,
- . des subventions publiques et aides privées que l'Association peut recevoir,
- . le cas échéant, d'un financement à travers les projets traités dans le cadre de son activité,
- . des produits de manifestations,
- . des intérêts et redevances de biens ou valeurs qu'elle peut posséder,
- . des rétributions de prestations,
- . des aides de toute nature qui pourraient lui être consenties,
- . et plus généralement, toutes ressources autorisées par la loi et les règlements en vigueur, notamment du recours, en cas de nécessité, à un ou plusieurs emprunts bancaires ou privés.

Pour la réalisation de ses objectifs, le Conseil d'Administration peut nommer une Direction et, éventuellement, des chargés de missions dont il définit leurs compétences et responsabilités.

En 2023, l'association CIDFF de la Haute-Garonne a employé 21 salarié-e-s, correspondant à 13,87 ETP.

2°) Règles et méthodes comptables

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables, dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2018-06 relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Subventions

Les subventions d'exploitations sont comptabilisées à la date de la décision d'octroi par l'organisme subventionneur. Le solde de la subvention restant éventuellement à percevoir à la clôture de l'exercice est inscrit à l'actif au poste « Produits à recevoir ».

Les subventions d'exploitations sont étalées sur la durée de l'exercice. La quote-part de la subvention se rapportant à la période postérieure à l'arrêté est enregistrée au poste « produits constatés d'avance ».

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice 2023 s'élève à 4.725 euros.

Valorisation des contributions volontaires

Conformément à l'Article 431-10 du règlement comptable ANC n° 2018-06 l'association peut disposer de bénévoles. L'association CIDFF de la Haute-Garonne n'a pas eu recours au bénévolat pour l'année 2023.

Information sur les montants des concours publics et les subventions

L'association fournit une information sur les montants des concours publics et les subventions qui lui ont été octroyés en 2023 :

FINANCEURS	NATURE	MONTANT
DRDFE	Subvention d'exploitation	107 438,00€
CONSEIL DEPARTEMENTAL	Subvention d'exploitation	61 814,68€
TOULOUSE METROPOLE	Subvention d'exploitation	42 220,00€
CAF	Subvention d'exploitation	40 000,00€
CONSEIL REGIONAL	Subvention d'exploitation	31 632,00€
MAIRIE DE TOULOUSE	Subvention d'exploitation	17 450,00€
MAIRIES HAUTE-GARONNE	Subvention d'exploitation	16 054,80€
CGET	Subvention d'exploitation	7 000,00€
FDVA	Subvention d'exploitation	1 700,00€
TAXE D'APPRENTISSAGE	Subvention d'exploitation	2 889,65€
TOTAL		328 199,13€

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est

inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Indemnité de départ à la retraite

A compter de l'exercice 2019, une provision pour indemnité de départ à la retraite est comptabilisée annuellement.

Les hypothèses et la formule de calcul sont établies comme suit :

Hypothèses retenues :

. Age de départ en retraite	64
. Taux de probabilité de départ volontaire au cours de l'année	5,00%
. Taux moyen d'augmentation réelle des salaires	1,50%
. Taux d'actualisation retenue	2,00%

Formule de calcul :

Déterminé selon les règles du code du travail à savoir :

- . un demi-mois de salaire après 10 ans d'ancienneté dans l'entreprise
- . un mois de salaire après 15 ans d'ancienneté
- . un mois et demi de salaire après 20 ans d'ancienneté
- . deux mois de salaire après 30 ans d'ancienneté
- . l'indemnité n'est allouée que si le salarié compte au moins 10 ans d'ancienneté

3°) Faits caractéristiques de l'exercice

Cette année, Martine MARLIER, salariée depuis 2006 a pris sa retraite. Fida OUASSI a également quitté ses fonctions de Conseillère en Insertion Professionnelle. Elles ont été remplacées en 2023 par Claire VANHAMME CUEVAS et Zoé BEAUMONT.

Ilham GHORRA a été embauchée pour renforcer l'accueil et permettre à Sarah WACOUBOUE de prendre les fonctions liées à l'administratif des formations.

Coralie PORET est un temps partiel depuis mai 2023 (60%).

Le CIDFF fait toujours face à des problèmes d'insécurité (vols dans les locaux par exemple). Le CIDFF n'a toujours pas obtenu l'autorisation de la Mairie de Toulouse, propriétaire des locaux mis à disposition, pour mettre en place un interphone afin d'assurer la sécurité des salarié.e.s. Une nouvelle réunion avec le maire de quartier a été organisée en fin d'année 2023.

Il est à noter également que le CIDFF fait face à un manque de place au niveau des locaux.

Sur cette année 2023, on note que l'activité de prestations concernant les interventions/sensibilisations a doublé (+25 000€): le CIDFF est régulièrement sollicité, notamment sur le volet auteurs (développement des interventions en post sentenciel sur les stages de responsabilisation avec l'ARSEEA et labellisation par le SPIP).

Il est à noter la mise en place d'un nouveau dispositif en juillet 2023 en lien avec l'Observatoire Départemental des Violences Faites aux Femmes. Ce dispositif permettant la possibilité pour les victimes de pouvoir bénéficier d'un taxi a été abondé de 10000 € par le Conseil Départemental puis par la DRDFE en fin d'année du même montant. La DDFE souhaite dupliquer ce projet en l'accolant au dispositif Angela porté par Toulouse et Toulouse Métropole (abondement de 8000€). Ces différents versements expliquent l'augmentation des subventions sur des projets définis.

4°) Complément d'informations sur les comptes de bilan actif

a) Variation de l'actif immobilisé

Tableau des mouvements des immobilisations (montants bruts)

	Début exercice	Acquisition	Cession Rebut	Fin exercice
Immobilisations incorporelles	298,80			298,80
Installation générale	9 183,38			9 183,38
Matériel de bureau	25 095,98	1 987,20	4 428,83	22 654,35
Mobilier	11 499,33			11 499,33
Immobilisations financières	137,25			137,25
Total général	46 214,74	1 987,20	4 428,83	43 773,11

b) Variations des amortissements

Tableau des mouvements des amortissements

	Début exercice	Dotation	Sortie	Fin exercice
Immobilisations incorporelles	298,80			298,80
Installation générale	6 216,19	354,28		6 570,47
Matériel de bureau	18 873,26	3 195,57	4 428,83	17 640,00
Mobilier	10 048,99	161,05		10 210,04
Total général	35 437,24	3 710,90	4 428,83	34 719,31

Les amortissements ont été calculés sur le mode linéaire

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

Matériel de bureau et informatique : de 4 à 5 ans

Mobilier et installation générale : 10 ans

c) Créances

Elles concernent le solde des subventions de fonctionnement et des produits à recevoir pour un montant total de 93 375,25€ répartis de la manière suivante :

CAF 31 médiation familiale	16 813,55 €
CAF 31 famille monoparentale	12 000,00 €
Toulouse Métropole référent PLIE	14 703,00 €
Toulouse Métropole PLIE PDC	5 436,50 €
Conseil Régional AIO	12 000,00 €
Conseil Régional santé jeunes	5 387,50 €
Conseil Départemental Bons Taxis	5 000,00 €
Conseil Départemental PLC	2 750,00 €
FR CIDFF	7 360,00 €
FN CIDFF	3 200,00 €
Mairie Colomiers	4 000,00 €
Mairie Tournefeuille	1 834,80 €
Mairie de Blagnac	1 410,00 €
Mairie de Castelnau d'Estrétefonds	1 120,00 €
Autres produits à recevoir	360,00 €
TOTAL	93 375,35 €

d) Charges constatées d'avance

Elles se rapportent aux charges d'exploitation pour un montant global de 4 935,69 €

5°) Complément d'informations sur les comptes de bilan passif

a) Fonds associatifs

Les fonds associatifs de l'association au 31/12/2023 ont une valeur de 52 592,58 €

b) Charges à payer

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	21 486,72 €
Dettes fiscales et sociales	94 781,80 €
Total	116 268,52 €

6°) Complément d'informations sur les comptes de bilan actif et passif

a) Réserves

	Début exercice	Dotations	Reprises	Fin exercice
Réserves pour fonds de roulement	60 950,55 €			60 950,55 €

b) Etat des échéances des créances et des dettes

Les créances sont à échéance à moins d'un an

Les dettes sont à échéance à moins d'un an

7°) Complément d'informations sur le compte de résultat

a) Transfert de charges

Concernent :

- Les remboursements de frais de formation du personnel du CIDFF pris en charge par l'OPCO SANTE
- Les aides accordées pour l'embauches de parcours emploi compétences (CUI-CAE)